

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

PRESTATIONS MISE EN PAGE, D'IMPRESSION ET
DE ROUTAGE DU JOURNAL D'ANNONCES
TRANSENTREPRISE HAUTS DE FRANCE

Réf.marché : CCIR-DRE-2025-65

2025

ARTICLE 1. PREAMBULE

Le dispositif TRANSENTREPRISE, géré par les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Chambres des Métiers de l'Artisanat en partenariat avec les professionnels de la transmission/reprise (Notaires et Agents Immobiliers), fonctionne sur la région Nord Pas de Calais depuis 2001. Il est étendu depuis les fusions au territoire Hauts de France.

Il a pour objectif de favoriser la transmission/reprise des petites entreprises en assurant la promotion des offres de reprise au travers, notamment de journaux d'annonces.

Ce dispositif s'inscrit aujourd'hui dans un réseau interrégional qui s'étend sur 15 régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne Franche-Comté, Bretagne, Centre Val de Loire, Corse, Grand Est, Guadeloupe, Hauts-de-France, Ile-de-France, Martinique, Normandie, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire et Provence-Alpes Côte d'Azur.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de région Hauts de France est en charge de l'édition du journal d'annonces « Transentreprise- Hauts de France ».

ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

CCI de région Hauts-de-France

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

ARTICLE 3. OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Mise en page, impression et routage du journal d'annonces Transentreprise Hauts-de-France.

3.2 Procédure de passation

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

3.3 Financement

Le marché est financé à hauteur de 50 % par le Conseil Régional Hauts-de-France et 30 % par les fonds FEDER et le reste en fonds propre.

Un refus de subventions constituera un motif d'intérêt général pour déclarer la procédure sans suite.

3.4 Forme et montant

Ce marché prendra la forme d'un accord cadre mono attributaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commande conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du code de la commande publique.

Cet accord cadre est établi sans montant minimum avec un montant maximum de 100 000 €HT sur la durée du marché conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du code de la commande publique

Les bons de commande pour les lots sont établis comme suit :

LOT 1 : Mise en page : sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 5000 € HT soit 10 000€ HT sur la durée du marché

LOT 2 : Impression : sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 20 000 € HT soit 40 000 € HT sur la durée du marché

LOT 3 : Routage – Colisage : sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 25 000 € HT soit 50 000 € HT sur la durée du marché

3.5 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.6 Allotissement

Le présent marché est réparti en trois lots :

LOT 1 : Mise en page,

LOT 2 : Impression,

LOT 3 : Routage – Colisage

Les candidats peuvent répondre à un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

3.7 Durée de la consultation

Le marché prendra effet à compter de sa notification jusqu'au mois de janvier 2027 (soit prévisionnellement 6 numéros)

Le marché sera reconductible 1 fois par tacite reconduction pour une période de 1 an, soit une durée globale de 2 ans maximum.

En cas de non-reconduction, le titulaire se verra notifier une décision par voie expresse au minimum 2 mois avant la date anniversaire du marché.

Date prévisionnelle de notification : décembre 2025

3.8 Reconduction anticipée du contrat

La reconduction intervient :

- Au plus tôt à compter de la date de notification du bon de commande qui provoque le dépassement de la quantité maximale périodique.
- Au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de la date de prise d'effet du marché

Si le montant maximum est atteint avant la date anniversaire du renouvellement de l'accord-cadre, la périodicité suivante pourra débuter par anticipation sans nécessiter d'établir un avenant.

Si le montant maximum de la dernière périodicité est atteint avant le terme du marché, le marché prend fin de plein droit.

3.9 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, il est convenu dans le cadre du présent marché que le pouvoir adjudicateur pourra faire application d'une clause de réexamen.

Les évolutions seront actées par voie d'avenant.

Ajustement des prestations

Les parties pourront convenir de réexaminer l'étendue des prestations et l'ajustement des prix en cas de survenance en cours d'exécution de l'accord-cadre, d'évènements relevant de la modification de la quantité d'exemplaires ou du nombre de pages intérieures de la maquette (révision de la maquette), lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

Augmentation du montant maxi de l'accord-cadre

Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le ou les titulaires. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre ou du lot de l'accord-cadre dans la limite de 10 % du maximum initial.

Modification ou ajout de la clause de révision de prix :

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre initial, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

Le ou les indice.s fixé.s initialement pourront être adaptés ;

Un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés ;

La périodicité des révisions pourra être revue ;

Toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

Circonstances imprévisibles :

A - Evolution des prix du marché :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'évènements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du

code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – FCS, les pièces constitutives du marché et par ordre de priorité sont les suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 ;
- Les bons de commande émis au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction, entre plusieurs articles d'un même document, la clause la plus favorable au pouvoir adjudicateur doit s'appliquer.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

ARTICLE 5. MODALITES ET DETERMINATIONS DES PRIX

5.1 Forme et contenu des prix-mode d'évaluation des prestations et de règlement des prestations

5.1.1 Règlement des prestations

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné à l'article 5 de l'Acte d'Engagement. Il sera fait application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

5.1.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les 3 lots sont traités à prix unitaires conformément à l'article 5 de l'acte d'engagement. A ce titre, les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement commandées.

Concernant le lot n°3, il est prévu que le prestataire prenne en charge les frais d'affranchissement. Dans ce cadre, les frais d'affranchissement devront être refacturés à l'euro pour l'euro selon les tarifs en vigueur (fixés par l'ARCEP) et ce sans application de marge ni de frais de gestion.

5.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à : l'opérateur économique titulaire/mandataire, à ses co-traitants et à ses sous-traitants soumis à l'agrément du représentant du pouvoir adjudicateur.

5.3 Variation dans les prix

Les prix unitaires du présent marché sont définitifs et révisables suivant les modalités ci-dessous :

Ils sont révisables annuellement.

Le Mois M0 est le mois de la date limite de remise des offres. Il constitue le mois d'établissement des prix du marché public

Où I est Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction

Identifiant 010763809 - INSEE - Base 2021 publié sur le site internet de l'INSEE
(<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010763809>)

$$Pr = Po \times (Im/Io)$$

Où Pr : Prix révisé

Po : Prix initial du marché au mois de la remise des offres

Im : Valeur de la référence du mois de révision des prix

Io : Valeur de la référence du mois de remise des offres

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision de prix s'applique à la hausse comme à la baisse.

La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Le pouvoir adjudicateur peut soit accepter la demande soit demander au titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par la Direction des Achats.

En cas de disparition de l'indice choisi avant l'expiration du marché et, si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord entre elles par une modification de marché.

Clause butoir : La CCI de région Hauts-de-France admettra, lors de la révision une augmentation maximale des prix du Titulaire de 3%/an. Si les prix des prestations venaient, lors des révisions, à dépasser l'augmentation de 3%/an fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

5.4 RGPD

Pendant toute la durée du marché et pour en assurer la bonne exécution, le titulaire du marché sera amené à traiter des données personnelles pour le compte de la CCI. Le titulaire du marché s'engage à :

- *Traiter les données personnelles uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché*
- *Procéder au traitement dans le strict respect des instructions de la CCI et en toute conformité aux lois et réglementations applicables en matière de protection des données personnelles, en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 dit « Règlement Général sur la Protection des Données » (RGPD)*
- *Prendre toutes les mesures requises pour assurer la sécurité des données personnelles*
- *Informar la CCI de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer*
- *Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du marché*
- *Tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI*
- *Mettre à la disposition de la CCI la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations du titulaire du marché en matière de protection des données personnelles.*

Il appartient à la CCI d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire du marché doit aider la CCI à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire du marché des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire du marché est tenu d'en informer la CCI par courrier électronique dans les meilleurs délais.

Le titulaire du marché notifie à la CCI toute violation de données personnelles dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par courrier électronique. La notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CCI, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Au terme du marché, le titulaire du marché s'engage à détruire toutes les données personnelles dans un délai de 30 jours. Il informe la CCI par courrier électronique de la bonne exécution de son obligation de destruction.

En cas de méconnaissance de la réglementation, le titulaire du marché s'expose à une amende administrative et à des sanctions pénales

ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Obligations des parties

6.1.1 Programme de réalisation des prestations

Les prestations se déroulent conformément au cahier des clauses particulières (CCP) du présent marché.

La prestation sera suivie par la personne nommément désignée dans le mémoire technique. Tout changement de cet interlocuteur devra être notifié sans délai au Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés dans son mémoire technique.

6.1.2 Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet du marché. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du marché et ce, par dérogation à l'article 41.2 du C.C.A.G. - FCS sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscrétions commises.

6.1.3 Connaissance des éléments afférents à l'exécution du marché

Le titulaire est réputé :

- avoir apprécié exactement la nature, l'importance et les particularités de ce qui est demandé ;
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du représentant de la personne publique.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les réserves énoncées ci-dessus.

6.1.4 Restitution de documents

En cas de besoin, la CCI de région Hauts-de-France met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la mission ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin.

Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique, en fin de mission.

6.1.5 Obligations du Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur désignera un interlocuteur privilégié du titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au titulaire de l'accord-cadre.

6.2 Modalités de commande

L'exécution des prestations se fait au fur et à mesure et dans les conditions fixées par les commandes. Les bons de commande seront envoyés par mail.

Dès réception d'un bon de commande par le titulaire, celui-ci doit en accuser réception sans délai et doit, à cet effet, communiquer au représentant de la CCI de région Hauts-de-France :

- la date de réception du bon de commande
- le cas échéant, le numéro d'enregistrement interne du titulaire, du bon de commande
- toute autre information utile pour la bonne gestion du bon de commande, notamment erreurs ou omissions décelées.

Cette communication au représentant de la CCI Hauts-de-France peut, selon le cas, être réalisée :

- par courriel

Les bons de commande indiquent au minimum :

- Les prix unitaires et quantités à mettre en œuvre conformément aux prix mentionnés dans l'acte d'engagement
- La date d'exécution de la prestation
- Le lieu d'exécution de la prestation
- Le montant correspondant aux prestations commandées.

6.2 Modalités d'exécution

Le prestataire retenu aura pour mission :

LOT 1 : Mise en page

- de mettre en page le bulletin d'annonces après réception par mail du fichier brut, de fournir une épreuve de contrôle par mail et un fichier PDF haute définition pour l'impression.

Format fini : 21 x 29.7 cm

Couverture ; quadri recto (possibilité de verso occasionnellement),

Intérieur : 2 couleurs Pantone, 52 pages (+/- 5 à 10 pages).

- envoi par la CCI de région Hauts-de-France d'un fichier brut d'export pour la réalisation des pages intérieures :
 - Création d'une maquette de contrôle,
 - Réalisation de la mise en page complète du document,
 - Textes et images fournis par nos soins sur support informatique (envoyé par mail)
 - Fourniture d'épreuve laser de contrôle (pour le 1er bulletin),
 - Fourniture d'un fichier PDF haute définition pour impression (envoi direct à l'imprimeur par mail).

LOT 2 : Impression

- d'imprimer les documents, de les relier et de les livrer à différents endroits et notamment auprès d'un centre de routage

Les dossiers sont transmis par mail sous fichier PDF sécurisé prêt à imprimer.

Les pages de couverture sont livrées en mode quadri, prêtes à imprimer.

Les pages intérieures sont livrées en 2 couleurs PANTONE et doivent être imprimées dans le respect de ces deux couleurs.

Les fichiers sont adressés au titulaire aux alentours du 25 (+ ou – 5 jours) du mois précédent l'édition.

Quantité :

Chaque bi-mensuel sera à imprimer en 2 300 exemplaires. Toutefois, les quantités d'exemplaires peuvent varier à la hausse ou à la baisse, pouvant impacter par conséquent le nombre d'impression en moyenne de plus (+) ou moins (–) 300 exemplaires. Les candidats doivent prendre en compte cette variation dans le prix remis à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Les couvertures sont imprimées en 4 600 exemplaires tous les deux numéros afin de minimiser les coûts. Le solde des couvertures non utilisées est stocké chez le prestataire.

Il y a six numéros par an pour ces deux éditions :

Janvier/Février ; Mars /Avril, Mai/Juin, Juillet/Aout, Septembre/Octobre, Novembre/Décembre => soit prévisionnellement 6 éditions.

Eléments techniques :

Sur la 1ère de couverture, en quadrichromie, l'imprimeur ajoutera la date d'édition pour chaque numéro (mois + année) et tout élément graphique qui sera remis en même temps que le fichier des pages intérieures. Les 2ème, 3ème et 4ème de couverture en quadrichromie pourront intégrer des éléments graphiques qui seront remis en même temps que le fichier des pages intérieures.

Couverture : 1 couverture avec des logos spécifique :

Papier 135 gr couché mat,

Impression 1ère et 4ème de couverture en quadrichromie

Impression 2ème et 3ème de couverture en quadrichromie (si besoin).

Pages intérieures :

Papier 80 gr offset,

Environ 52 pages intérieures (+ ou – 5 à 10 pages)

Impression en recto/verso en 2 couleurs PANTONE

Format ouvert : A3/Format fermé /A4

Finition agrafage à cheval 2 points métal.

Délais :

Les fichiers sont adressés au titulaire aux alentours du 25 (+ ou – 5 jours) du mois précédent l'édition.

Le prestataire a alors un délai maximal de 4 jours pour réaliser les impressions et doit livrer au maximum le 5ème jour aux endroits prévus contractuellement.

Seule la CCI de région Hauts-de-France est susceptible de proposer une modification de date.

Dans ce cas, le prestataire respectera la conformité des délais ci-dessus.

Livraison :

Le nombre d'exemplaires imprimés pourra varier à chaque numéro. Une fois l'ensemble des documents imprimés et reliés, le prestataire en assurera la livraison.

Il sera informé de la répartition de la livraison par un ordre de service émanant de la CCI de région Hauts de France.

En moyenne, les exemplaires à livrer seront répartis de façon suivante :

- 2200 exemplaires au prestataire retenu pour le lot 3 « Routage »,
- 50 exemplaires à la Chambre des Métiers de Lille
- 20 exemplaires à la CCI Grand Lille – 1, rue de la Clef à Lille (uniquement le matin)
- Le solde à la CCI de région Hauts de France – 299, boulevard de Leeds à Lille.

LOT 3 : Routage - Colisage

- coller des étiquettes adresses des destinataires sur une feuille d'envoi, de fournir les films de routage ou toute autre fourniture d'expédition, de mettre sous pli, d'affranchir et de déposer à la Poste (prestation d'envois individuels),
- imprimer les adresses des destinataires, de conditionner des exemplaires du journal d'annonces dans des cartons qu'il aura lui-même fournis, d'affranchir ces colis et de les expédier (prestation de colisage).

Pour les envois groupés (colis) et les envois individuels, le dossier « adresses » est transmis par mail au prestataire, sous fichier EXCEL.

Quantité à router

La quantité à router sera variable à chaque numéro.

Le prestataire retenu pour ce lot sera informé du nombre d'exemplaires à router par un bon de commande émanant de la CCI de région Hauts-de-France.

Envois groupés :

En moyenne, le nombre estimatif de colis à router sera d'environ + ou – 30 colis.

La destination de ces livraisons se situe sur la région Hauts-de-France.

Envois individuels :

1600 exemplaires environ (variable selon les numéros), livrés non filmés par le titulaire du lot 2 « Impression », seront à adresser en fonction du fichier « adresses » fourni.

Ces routages concernent six numéros :

janvier/février ; Mars /Avril, Mai/Juin, Juillet/Aout, Septembre/Octobre, Novembre/Décembre => soit prévisionnellement 6 éditions.

Eléments Techniques :

A chaque numéro (6 par an), un fichier « routage » est envoyé au prestataire dont les obligations sont les suivantes :

- Assurer l'impression des adresses,
- Fourniture de films de routage ou toute autre fourniture d'expédition,
- Affranchissement en Colissimo et dépôt au centre de tri et/ou au transporteur, incluant pour le prestataire l'ensemble des démarches administratives.

Délais :

Les exemplaires seront livrés au prestataire par le titulaire du lot 2 « Impression » aux environs du 30 du mois précédent l'édition (+ ou – 5 jours).

A compter de ce jour, le prestataire retenu pour le routage dispose d'un délai maximal de 4 jours pour le dépôt à la poste ou au transporteur.

Seule la CCI de région Hauts-de-France est autorisée à proposer une modification de date.

Dans ce cas, le prestataire respectera la conformité des délais ci-dessus.

Le prestataire précisera dans son offre, pour les prestations de routage et de colisage, les délais de livraison chez les destinataires après le dépôt en Poste des journaux.

Fin de la prestation :

Le prestataire devra adresser une copie des bordereaux déclaratifs à la CCI de région Hauts de France le jour du dépôt à la Poste, afin que la CCI puisse connaître le poids exact du numéro, le montant de l'affranchissement et la date de l'envoi.

6.3 Délais d'exécution

Les prestataires retenus se conformeront aux différents délais de réalisation exigés pour chacune des exécutions spécifiques.

Les délais d'exécution doivent satisfaire aux exigences de la CCI de région Hauts-de-France. Ils pourront faire l'objet d'optimisation maximale de la part des prestataires.

6.4 Prolongation du délai d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le représentant de la CCI de région Hauts-de-France lorsque l'exécution des prestations ne peut être effectuée dans le délai contractuel pour une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel ou par lettre recommandée avec avis de réception, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues. Il formule en même temps une demande motivée de prolongation du délai d'exécution des prestations et indique au représentant du pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée, si elle est connue.

Le représentant de la CCI de région Hauts-de-France dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour notifier sa décision au titulaire. En l'absence de réponse dans ce délai, la demande du titulaire est réputée acceptée pour la durée demandée.

ARTICLE 7. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, toutes les pénalités définies ci-dessous sont cumulables entre elles et sont dues dès le premier euro :

- Pour retard dans l'exécution dans les prestations : 50 euros par jour calendaire de retard sur la réalisation des prestations (du 1er au 4eme jour) puis 100 euros à compter du 5ème jour de retard
- Non-conformité des prestations du point de vue qualitatif : 10% de la somme due.

ARTICLE 8. RESILIATION

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier l'accord-cadre selon les dispositions du Chapitre VII du CCAG-FCS (articles 38 à 45 inclus).

Outre les cas de résiliation décrits dans l'article 41 du CCAG - FCS, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du cocontractant, sans préjudice de toute demande de dommages et intérêts à la charge du titulaire, si les prestations se révélaient insatisfaisantes ou non conformes aux stipulations du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur peut également résilier l'accord-cadre, s'il y a lieu, pour un motif d'intérêt général. Le titulaire ne pourra alors se prévaloir d'aucune indemnité sauf de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre dans les conditions de l'article 42 du CCAG-FCS.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur pourra faire réaliser tout ou partie des prestations par tiers aux frais et risques du titulaire. Cette clause s'appliquera notamment dans le cas où le pouvoir adjudicateur constate une inexécution d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir d'aucun retard. L'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire se fera sur simple constat d'un retard qui entraîne un blocage, suspension ou une rupture de service pour le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, le titulaire sera prévenu sans délai de la résiliation totale ou partielle et de la réalisation des prestations par un tiers.

ARTICLE 9. REGLEMENT DES LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, le pouvoir adjudicateur et le titulaire auront recours à une conciliation préalablement à toute instance judiciaire.

La juridiction compétente pour régler tout différend ou incident relatif au présent marché est le tribunal administratif de Lille.

ARTICLE 10. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire notifiera sans délai au pouvoir adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 11. MODALITES DE FACTURE ET DE PAIEMENT

11.1 Facturation

La facturation sera effectuée sur le portail Chorus Pro.

Les factures seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes du marché (Titulaire et Pouvoir Adjudicateur) ;
- Nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale ;
- Les références du marché ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date, le lieu, les prestations exécutées ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant mensuel à payer

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, ces dernières seront retournées et le règlement ne pourra être effectué. Le paiement interviendra 30 jours au plus tard après la réception et validation de la facture complète et conforme aux prestations exécutées.

CHORUS PRO :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région Hauts-de-France, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

11.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du Pouvoir Adjudicateur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Pouvoir Adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Pouvoir Adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est faite via le portail Chorus Pro et accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Pouvoir Adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 12. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS
- L'article 6.1.2 du CCP déroge à l'article 41.2 du CCAG-FCS
- L'article 7 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS